

"L'Europe blessée" dans Le Nouvel Observateur (2 juin 2005)

Légende: Le 2 juin 2005, Jean Daniel, cofondateur et directeur de l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur, analyse les raisons qui ont poussé les Français à rejeter par référendum, quatre jours plus tôt, le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Source: Le Nouvel Observateur. 02.06.2005, n° 2117. Paris.

Copyright: (c) Le Nouvel Observateur, tous droits réservés

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_europe_blessee"_dans_le_nouvel_observateur_2_juin_2005-fr-2103e393-88a3-464b-8e18-47f7c262cdf4.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'Europe blessée

EH BIEN, ce n'est pas la première fois que nous perdons un pari, une illusion, et quelques amis. Ce n'est pas la première fois que nous défendons de toutes nos forces et vainement une cause à laquelle nous croyons. Si nous méritons la confiance de nos lecteurs, c'est en raison non pas de notre infaillibilité mais de notre liberté.

Le référendum a eu lieu, la démocratie est sauvée mais les Français, notamment de gauche, ont rejeté le traité constitutionnel. Ils l'ont fait avec une fougue qui révèle dans de nombreux cas un besoin de rompre, voire d'en découdre. J'espère qu'ils n'auront pas à s'en repentir trop brutalement ni trop durablement. On ignore quelles conclusions le président de la République sera contraint de tirer de ce vote. Car c'est bien en partie pour ne pas, une fois encore, conforter son pouvoir que de nombreux électeurs se sont opposés à la Constitution. La première fois, ils voulaient éviter Le Pen, aujourd'hui ils se sont résignés à le voir à leurs côtés. Une seule chose est sûre, en revanche, c'est que, dans l'ordre du symbolique, l'institution européenne vient d'être frappée de plein fouet et que des millions d'Européens avaient prévu qu'ils s'en attristeraient. Les souverainistes – ils sont bien plus nombreux qu'on ne le pense – se soucient comme d'une guigne des réactions qu'ils provoquent à l'extérieur. Mais tous ceux qui ont voté non pour que la France soit plus libre dans une Europe plus sociale et moins libérale sont devant leurs responsabilités. On voudrait croire que certains leaders ont déjà l'idée d'un programme commun pour y faire face. En tout cas, une partie de l'espérance de la France est maintenant entre leurs mains.

Eloigné de la politique intérieure et des luttes pour le pouvoir, j'aurais pu faire l'économie d'un engagement trop passionné. Certains de mes proches me l'ont reproché avec une fureur qui m'a rappelé la guerre d'Algérie et le conflit israélo-palestinien. Mais il m'a semblé que la cause de l'Europe avait une dimension civilisationnelle et ne permettait ni l'indifférence ni la neutralité. Chaque fois que, comme bien d'autres, j'ai été conduit à faire le bilan du XXe siècle, c'est-à-dire de l'une des époques les plus barbares de l'humanité depuis qu'elle existe, je n'ai vu briller qu'une seule lumière : celle qu'ont incarnée les hommes libres qui ont décidé que la paix règnerait désormais parmi eux, loin des génocides, des colonisations et de l'esclavage.

Avec cette étrange initiative née dans le cœur et l'esprit de quelques grands Européens parlant au nom de leur peuple sans toujours, d'ailleurs, le consulter de manière attentive, l'humanité a été sauvée de la malédiction. Je ne donne ici dans aucun lyrisme. Aucun mot ne dépasse ma pensée. L'idée et la réalité de la construction européenne ont offert au XXe siècle rien de moins que son salut. Et c'est volontairement que j'utilise ce terme religieux.

Car on n'y pense pas assez : l'histoire des relations entre les hommes a été la plupart du temps celle d'un rapport de force. La paix n'a jamais été qu'une parenthèse fugace entre les grands conflits. Et la violence est apparue longtemps comme une pulsion irrésistible de l'homme, une loi implacable de nos sociétés. L'Europe a prétendu rompre avec les racines du mal. Voilà ce qui a été en cause pendant quelques mois avant le référendum.

Sans doute de nombreux partisans du non se sont-ils affirmés plus européens que les autres et ont-ils déclaré ne pas boudier la grandeur de la cause européenne. Il faudrait qu'ils puissent en convaincre les autres Européens. J'ai respecté leur sincérité. Je m'incline devant leur victoire. Mais, encore une fois, nous allons les voir à l'œuvre. Déjà, on peut constater qu'ils ont confié le soin du redressement de la France à Jacques Chirac et à lui seul puisque la responsabilité de tous les maux dont nous souffrons était attribuée à l'Europe. Maintenant que le traité constitutionnel est rejeté et que Jacques Chirac se maintient à la tête de l'Etat, l'influence politique des partisans du non devra attendre l'élection présidentielle de 2007 pour s'exercer.

Je voudrais tout de même dire ce qui m'a le plus attristé et le plus déçu dans les conceptions de nos adversaires. Et notamment sur la question cruciale des victimes de la crise, puisque ce sont elles qui paraissent avoir assuré la victoire du non. Il y a dans l'Europe des pays qui ont moins de chômeurs que nous et d'autres qui en ont plus. Des pays où l'on crée moins d'emplois, d'autres où l'on en crée davantage. Des pays où la protection sociale est moins grande et d'autres où elle est plus efficace. C'est bien la preuve que ces phénomènes dépendent des politiques nationales, de l'habileté des gouvernements et non des contraintes

européennes. Mais c'était une idée trop simplement raisonnable pour triompher des passions.

D'autre part, observation non moins évidente, pour la première fois, la charte des droits de l'homme, qui résume les valeurs communes aux Européens, a été inscrite dans la Constitution. Robert Badinter a eu raison de répéter sans cesse que c'était un progrès énorme, peut-être le seul de cette dimension, et que l'on ne voit pas comment on pourrait espérer davantage sur ce plan. Cela aussi représente un progrès de civilisation : on a constitutionnalisé les valeurs.

Je ne sous-estime aucun des arguments juridiques ou économiques des auteurs des réquisitoires contre telle ou telle disposition du traité. Mais j'affirme que ce n'est pas au nom de ces raisons que le rejet a eu lieu dimanche dernier. Finalement, tout s'est passé comme nous le pressentions. Nous nous sommes trompés de pronostic, non de diagnostic. A partir du moment où l'on voyait sans cesse, dans les sondages, dégringoler la popularité de Jacques Chirac et de son gouvernement ; à partir du moment où l'on voyait toutes les catégories professionnelles s'insurger contre les réformes qui les concernaient, quelle qu'en soit la nature ; à partir du moment, enfin, où il était évident que le chef de l'Etat connaissait une véritable disgrâce dans son pays, et que tout ce qui pouvait venir de lui ou des siens était repoussé par principe : à partir de là, il fallait bien redouter que l'organisation d'un référendum sous une autorité si discréditée ne fût une entreprise vouée à l'échec.

Les mécontentements se sont manifestés de manière sectorielle ou corporatiste, mais aussi individuelle. Ils ont exprimé un refus du souci de l'intérêt général et un rejet de la politique. On peut dire que les positions d'extrême droite de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen traduisent assez bien ce populisme. Il reste que ce sont les électeurs de gauche qui ont fait progresser, puis l'emporter, le camp du non. Et c'est là qu'il s'est passé quelque chose dont il faut absolument tenir compte : on a réussi à donner une dignité idéologique à un ensemble de rejets populistes en prétendant trouver une complémentarité entre Laurent Fabius, José Bové et les animateurs d'Attac.

L'émergence de l'altermondialisme n'est pas un phénomène indifférent et nous ne l'avons pas ici sous-estimé. C'est à la fois un relais des anciennes mythologies tiers-mondistes et une résurrection des utopies gauchistes revitalisées par les échecs supposés de la social-démocratie. On fait d'ailleurs le même procès à « l'Europe capitaliste » et à ses « alliés sociaux-démocrates ». On dira que Laurent Fabius n'est pas le mieux placé pour se faire le champion de cette cause. Mais il s'est cru le plus habile pour l'instrumentaliser. De ce fait, il lui revient de démontrer qu'en dépit des dénégations du président du Conseil des ministres européen, du Parlement européen et de la Commission européenne, il serait possible de renégocier le traité constitutionnel et de lui donner une orientation moins libérale et plus sociale.

Là, l'ancien Premier ministre de François Mitterrand ne peut que faire des promesses ou rejeter sur les autres la responsabilité des difficultés. En tout cas, il revient à tous les leaders socialistes de montrer qu'ils peuvent refaire l'unité d'un parti que certains d'entre eux ont délibérément choisi de diviser.

Et en même temps il s'agit de rien de moins que de refonder la gauche. C'était le cas, déjà, lorsque Mitterrand voulait conquérir le pouvoir. C'est la raison pour laquelle Laurent Fabius prétend aujourd'hui qu'il pourra être rassembleur après avoir été diviseur, progressiste après avoir été réformiste, candidat du peuple après avoir été celui de la bourgeoisie.

C'est une présomption qui paraît enivrer un stratège de sa stature. Il déclare que, comme Mitterrand, il saura réunir les socialistes (donc marginaliser les dirigeants actuels), rassembler la gauche (donc traiter avec les communistes, les trotskistes, les chevènementistes et les autres), et enfin assurer un programme de gouvernement. Je doute fort, pour ma part, que ses amis socialistes lui donnent la possibilité de se diriger vers ces objectifs. Nous allons être à l'heure des règlements de comptes. De toute façon, Fabius aura du mal à faire oublier un point qui n'est pas sans importance : si l'extrême-gauche se souvient de la stratégie de François Mitterrand, elle doit prendre en compte que son destin est de disparaître. Le mot d'ordre de Mitterrand dans ses rapports avec les communistes était : l'alliance est un combat. Un combat dont lui seul, Mitterrand, devait rester le vainqueur.

Il est clair que personne n'est décidé à faire des cadeaux à Laurent Fabius. Et je ne parle pas seulement de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers, qui peuvent pourtant se targuer d'avoir largement contribué à la victoire du non. Mais du côté de l'aile gauche du Parti socialiste, de tous les groupes et organisations d'extrême gauche, la volonté de ne pas se laisser réduire et éliminer, comme ce fut naguère le cas du Parti communiste, est fondée sur une nouvelle appréciation du rapport des forces. Le Parti communiste avait contre lui la détérioration de l'image de l'Union soviétique sous le coup des révélations sur le goulag stalinien. Il était condamné, en France comme partout ailleurs, et Mitterrand n'a fait que précipiter sa chute. Le seul recours de la gauche après l'implosion du mythe soviétique était la social-démocratie à la française que traduisait le fameux Programme commun. Ce programme, fruit des concessions faites aux chevènementistes et aux communistes, est, quand on le relit, l'illustration parfaite de la difficulté des socialistes à se rallier à l'économie de marché.

C'est dans les actes – et jamais, hélas, dans la doctrine – que Mitterrand a renoncé au « socialisme dans un seul pays » et s'est converti au réformisme sous la pression européenne. C'était en 1983. Nous sommes dans une situation de ce genre. Sauf qu'aujourd'hui l'extrême-gauche n'a plus de complexes. Elle ne se sent pas l'héritière des barbaries staliniennes mais entend, au contraire, porter l'espérance de tous ceux que la social-démocratie a déçus. Le moment est venu, selon elle, de prendre une revanche sur ceux qui ont cru devoir renoncer à la rupture avec le capitalisme et qui sont devenus de véritables collaborateurs du libéralisme. Reste que notre pays tout entier, et pas seulement bien sûr la gauche, traverse une des plus graves et des plus profondes crises d'identité de son histoire récente. Sans doute sommes-nous aujourd'hui en véritable état de choc parce que d'un seul coup le pouvoir est rejeté, les élites sont désavouées et l'Europe sanctionnée. Nous allons mettre du temps avant de décider où se situent l'espérance et le combat nouveau. A ce titre, les débats sur la refondation de la gauche concernent la nation entière. Ils répondent à la préoccupation de tous ceux qui voulaient formuler un « oui de gauche » au référendum sur le traité constitutionnel. De tous ceux qui, aujourd'hui encore, aujourd'hui surtout, veulent maintenir des liens étroits et fraternels avec tous ces représentants des partis et des syndicats européens qui sont venus à Paris la semaine dernière. Ces hommes ont manifesté avec une conviction et une émotion exceptionnelles le besoin qu'ils avaient d'une France européenne, sociale et éloignée du capitalisme sauvage. Ils sont et ils restent l'avenir.

Jean Daniel